



Conseil d'administration

341^e session, Genève, mars 2021

Section institutionnelle

INS

Date: 17 février 2021

Original: anglais

Treizième question à l'ordre du jour

Rapport du Directeur général

Rapport périodique

Objet du document

Le présent document contient un résumé des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration au sujet des avis de décès, de la composition de l'Organisation, de l'évolution de la législation internationale du travail et de l'administration interne, ainsi que des publications et documents, comme il est indiqué dans la table des matières (voir le projet de décision au paragraphe 32).

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Principal résultat: Résultat facilitateur B: Gouvernance efficace et efficiente de l'Organisation.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS).

Documents connexes: Aucun.

▶ Table des matières

I. Avis de décès	5
II. Composition de l'Organisation	7
III. Progrès de la législation internationale du travail	7
IV. Administration interne.....	8
V. Publications et documents.....	9
Projet de décision	13

► I. Avis de décès

Peter Tomek

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 10 novembre 2020, de Peter Tomek, ancien membre employeur du Conseil d'administration.
2. Né en 1943 à Vienne, Peter Tomek a étudié le droit et les statistiques. Il a débuté sa carrière au sein du Bureau des statistiques démographiques du gouvernement autrichien, de 1962 à 1965. Il a ensuite intégré Boehringer Ingelheim, un groupe mondial d'entreprises de l'industrie pharmaceutique et chimique, où il a occupé des postes de direction de 1968 à 2005. Parallèlement à son activité chez Boehringer Ingelheim, il a exercé diverses fonctions, telles que celle de juge non professionnel au Tribunal du travail et des affaires sociales de Vienne de 1987 à 2011, et celle de responsable de la santé animale en Autriche (Animal Health Austria) en 1999. Il a également été membre du conseil consultatif régional d'AMS Metall-Chemie et de la Commission de la politique juridique et sociale de la Fédération des industries autrichiennes.
3. Peter Tomek était membre de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et a été nommé délégué des employeurs autrichiens à la Conférence internationale du Travail (CIT) à plusieurs reprises. Il a été membre du Conseil d'administration du Bureau international du Travail (BIT) de 2002 à 2008 et membre titulaire de plusieurs commissions du Conseil d'administration, à savoir la Commission de l'emploi et de la politique sociale, la Commission des questions juridiques et des normes internationales du travail, la Commission du programme, du budget et de l'administration, et la Commission des réunions sectorielles et techniques et des questions connexes. Il a également assuré la vice-présidence de la septième Réunion régionale européenne de l'OIT (Budapest, 2005). Durant toutes ces années, l'appui apporté par Peter Tomek aux nombreuses activités de l'OIE a été déterminant. Sur le plan international, il était très apprécié des employeurs, des travailleurs et de ses collègues au BIT.
4. Peter Tomek a démontré son profond attachement à des relations saines entre employeurs et travailleurs, comme aiment à le rappeler les anciens membres de son personnel. Il restera dans les mémoires en Autriche et dans la communauté internationale pour son ouverture, son engagement et sa loyauté envers les personnes avec lesquelles il travaillait, ainsi que pour son fervent dévouement en faveur du tripartisme et du dialogue social.

Kjeld Jakobsen

5. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 5 décembre 2020, de Kjeld Jakobsen, ancien membre travailleur du Conseil d'administration.
6. Originaire du Danemark et du Brésil, Kjeld Jakobsen était un dirigeant syndical de renom à la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil. Il était considéré comme un intellectuel brillant et discipliné et comme un allié pour de nombreux mouvements sociaux dans la région des Amériques et ailleurs dans le monde. On lui attribue de nombreuses contributions à l'unité de la classe ouvrière et à la mise en place du syndicalisme sur le plan sociopolitique, ainsi que d'importantes avancées dans le monde du travail durant de nombreuses années, grâce à ses recherches et aux propositions qui en ont résulté.

7. Kjeld Jakobsen a été membre travailleur du Conseil d'administration du BIT de 2002 à 2003. En octobre 2015, il a assuré la vice-présidence de la réunion tripartite d'experts chargée de rédiger les *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*. Il a occupé les postes de directeur de l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT) de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), de directeur financier et de consultant à la Fondation Perseu Abramo, de secrétaire général de la Coordination des centrales syndicales du Cône sud (CCSCS), et de conseiller à la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) depuis sa fondation. Il a occupé ce poste jusqu'à ses derniers jours.
8. Kjeld Jakobsen était un dirigeant inlassable qui continuait d'entreprendre d'innombrables tâches, alors même que sa santé commençait à décliner. Il manifestait un grand intérêt pour les nouveaux défis auxquels le mouvement syndical était confronté. Sa disparition est une grande perte pour le mouvement syndical brésilien et mondial, mais son héritage restera intact.

Makhosi C. Vilakati

9. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 23 janvier 2021, de Makhosi C. Vilakati, ancien ministre du Travail et de la Sécurité sociale du Royaume d'Eswatini et ancien membre gouvernemental du Conseil d'administration.
10. Né en 1980, Makhosi C. Vilakati, de nationalité swazie, était titulaire d'une licence en droit de l'Université d'Eswatini et a occupé le poste d'avocat à la Haute Cour de l'Eswatini. De 2007 à 2018, il a exercé différentes fonctions liées au droit dans les secteurs public et privé. Il a notamment fondé son cabinet d'avocats, Makhosi C. Vilakati Attorneys, en 2009, et en a assuré la direction jusqu'en 2018. Il a également été membre du conseil d'administration de Royal Swazi National Airways de 2013 à 2016.
11. Makhosi C. Vilakati a été membre gouvernemental du Conseil d'administration du BIT de 2019 à 2020. Il a participé aux 335^e, 337^e et 340^e sessions du Conseil d'administration en tant que membre titulaire du groupe gouvernemental.
12. Makhosi C. Vilakati était un homme politique engagé, et sa disparition est une lourde perte pour l'Eswatini et pour l'ensemble de la communauté internationale. Son héritage et sa contribution aux travaux de l'OIT resteront néanmoins ancrés dans l'histoire de l'Organisation. Il restera dans les mémoires pour sa participation active et engagée au Conseil d'administration du BIT.

Julio Roberto Gomez Esguerra

13. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 26 janvier 2021, de Julio Roberto Gomez Esguerra, ancien membre travailleur du Conseil d'administration.
14. De nationalité colombienne, Julio Roberto Gomez Esguerra était un éminent dirigeant syndical de la Confédération générale du travail (CGT) de Colombie, où il a travaillé sans relâche au nom des travailleurs de son pays. Il a été membre de la CGT pendant près de quarante ans. Il s'est également illustré en tant que leader au sein du mouvement syndical de la région des Amériques, où il a occupé divers postes et accompli un travail important dans le domaine des droits des travailleurs pendant de nombreuses années.
15. Julio Roberto Gomez Esguerra était membre travailleur titulaire (de 2005 à 2014) et suppléant (de 1999 à 2005) du Conseil d'administration du BIT. Il était dirigeant de la

Centrale latino-américaine des travailleurs, de la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques et de l'Alternativa Democrática Sindical de las Américas.

16. Jusqu'à sa disparition, Julio Roberto Gomez Esguerra a manifesté un vif intérêt pour les défis rencontrés par le mouvement syndical. Il a notamment participé à la *Mesa de Concertación de Políticas Laborales y Salariales* (consultation sur la politique du travail et des salaires) en Colombie en tant que représentant principal des confédérations de travailleurs, où il a pu discuter de l'augmentation du salaire minimum pour les Colombiens d'ici à 2021.
17. Julio Roberto Gomez Esguerra lègue un précieux héritage au mouvement syndical dans son pays et au niveau international.

► II. Composition de l'Organisation

18. La composition de l'Organisation n'a pas changé durant la période à l'examen.

► III. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications de conventions

19. Depuis les informations soumises à la 340^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a enregistré jusqu'au 28 janvier 2021 les 7 ratifications suivantes des conventions internationales du travail, ainsi que la ratification par 4 États Membres du Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930.

État Membre	Date de ratification	Instrument
Arabie saoudite	7 décembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
Chili	19 janvier 2021	<ul style="list-style-type: none"> Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930
Costa Rica	16 novembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930
Djibouti	25 septembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000
France	27 janvier 2021	<ul style="list-style-type: none"> Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001
Kirghizistan	6 octobre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930
Mongolie	5 novembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
Namibie	9 décembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Portugal	23 décembre 2020	<ul style="list-style-type: none"> Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930

Ratifications/acceptations de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du travail, 1986

- 20.** Depuis la préparation du document présenté à la 340^e session (novembre 2020) du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu l'acceptation suivante de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986:

Espagne	Acceptation	26 novembre 2020
---------	-------------	------------------

- 21.** Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève désormais à **114**, dont 2 émanent d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable. Par conséquent, il manque 11 ratifications/acceptations d'États Membres, dont 3 d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable, pour que l'instrument entre en vigueur ¹.

► IV. Administration interne

- 22.** L'article 4.2 d) du Statut du personnel dispose ce qui suit:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

- 23.** Les nominations ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M. Shinichi Akiyama (Japon)

Nommé directeur adjoint du Département des politiques sectorielles (SECTOR), au grade D.1, à compter du 1^{er} octobre 2020.

Né en 1966, M. Akiyama est titulaire d'une maîtrise en administration publique de la London School of Economics and Political Science ainsi que d'une licence en droit de l'Université de Tokyo.

M. Akiyama a travaillé pour le ministère japonais du Travail (ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale depuis 2001) pendant trente ans. Au fil de sa carrière, il a acquis une vaste expérience professionnelle dans le domaine du travail et de la politique sociale, tant aux niveaux national qu'international. M. Akiyama a travaillé comme spécialiste des questions du travail pour la mission permanente du Japon auprès des organisations internationales à Genève de 2010 à 2013. À partir de 2016, il a occupé le poste de vice-ministre adjoint aux Affaires internationales au sein du ministère des Affaires étrangères, où il était en charge d'un grand nombre de négociations et d'activités de coopération multilatérales et bilatérales.

¹ Conformément aux dispositions de l'article 36 de la Constitution de l'OIT, les amendements à la Constitution de l'OIT entrent en vigueur lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par les deux tiers des États Membres, dont au moins 5 des 10 Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. L'Organisation comptant actuellement 187 États Membres, l'Instrument d'amendement de 1986 doit être ratifié ou accepté par 125 d'entre eux.

M. Philippe Vanhuynegem (Belgique)

Nommé chef du Service des principes et droits fondamentaux au travail (FUNDAMENTALS), à compter du 1^{er} avril 2021. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2016.

► V. Publications et documents

- 24.** Les rapports et les documents concernant les réunions officielles du BIT sont disponibles sur les pages Web des réunions concernées.

[Conférence internationale du Travail](#)

[Réunions régionales](#)

[Réunions sectorielles](#)

- 25.** Les publications périodiques suivantes sont parues ou sont sous presse, dans les langues indiquées, depuis la 338^e session (mars 2020) du Conseil d'administration.

Revue internationale du Travail, vol. 159 (2020), n^{os} 1 à 4 (anglais et français), et vol. 139, n^{os} 1 à 4 (espagnol).

- 26.** Les ouvrages en anglais, en français et en espagnol ci-après ont été publiés à la vente, ou sont sous presse, depuis la 338^e session (mars 2020) du Conseil d'administration.

Anglais

Compendium of maritime labour instruments. Third (revised) edition

Global Wage Report 2020–21: Wages and minimum wages in the time of COVID-19

ILO100: Law for social justice

Implementing the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention No. 169: Towards an inclusive, sustainable and just future

Organizing matters: Two logics of trade union representation

Robotics and reshoring: Employment implications for developing countries

Skills for a greener future: A global view

Time to act for SDG 8: Integrating decent work, sustained growth and environmental integrity

Working from home: From invisibility to decent work

World Employment and Social Outlook 2021: The role of digital labour platforms in transforming the world of work

Français

Application de la convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux: Pour un avenir inclusif, durable et juste

Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2020

Femmes et hommes dans l'économie informelle: Un panorama statistique. Troisième édition

Il est temps d'agir pour l'ODD 8: Intégrer le travail décent, la croissance soutenue et l'intégrité environnementale

Les plateformes de travail numérique et l'avenir du travail: Pour un travail décent dans le monde en ligne

Travailler sur une planète plus chaude: L'impact du stress thermique sur la productivité du travail et le travail décent

Espagnol

Aplicación del Convenio sobre pueblos indígenas y tribales núm. 169 de la OIT: Hacia un futuro inclusivo, sostenible y justo

Hora de actuar para conseguir el ODS 8: Integrar el trabajo decente, el crecimiento sostenido y la integridad ambiental

Las plataformas digitales y el futuro del trabajo: Cómo fomentar el trabajo decente en el mundo digital

Mujeres y hombres en la economía informal: Un panorama estadístico. Tercera edición

Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2020

Trabajar en un planeta más caliente: El impacto del estrés térmico en la productividad laboral y el trabajo decente

27. Des rapports phares ont été publiés dans les langues suivantes en plus des trois langues de travail de l'OIT.

Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable (en russe)

28. D'autres publications gratuites peuvent être consultées sur les pages Web des départements techniques et des bureaux extérieurs (dans les langues officielles et autres langues).

Accords de licence passés avec des éditeurs et des distributeurs commerciaux ou à but non lucratif

29. Afin d'accroître l'influence des produits du savoir du BIT et d'atteindre un public diversifié partout dans le monde, l'Unité de la publication (PUBL) du Département de la communication et de l'information du public (DCOMM) collabore étroitement avec des éditeurs et des partenaires extérieurs pour faire paraître des traductions, des coéditions et d'autres éditions sous licence. Ces ouvrages sont publiés en version papier ou électronique, à des fins commerciales ou pour distribution gratuite.
30. Les accords de licence ci-après ont été conclus depuis la 338^e session (mars 2020) du Conseil d'administration.

Titre	Éditeur/organisme
Traductions	
Rapports phares du BIT	
<i>World Employment and Social Outlook: Trends 2020</i> (en chinois)	Economic Science Press, Chine
<i>World Employment and Social Outlook: Trends 2020</i> (en japonais)	Ittosha Incorporated, Japon

Titre	Éditeur/organisme
Guides, manuels et autres publications	
<i>Anticipating skill needs for green jobs: A practical guide</i> (en chinois)	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), Chine
<i>Global Employment Trends for Youth 2020</i> (en chinois)	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), Chine
<i>Skills for a greener future: A global view, based on 32 country studies</i> (en chinois)	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), Chine
<i>Skills for green jobs: A global view. Synthesis report based on 21 country studies</i> (en chinois)	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), Chine
<i>National system for recording and notification of occupational diseases: Practical guide</i> (en chinois)	Académie chinoise des sciences médicales, Chine
<i>Prevention and mitigation of COVID-19 at work for small medium-sized enterprises: Action checklist and follow up</i> (en hindi)	Amazon.com Services LLC, États-Unis d'Amérique
<i>Prevention and mitigation of COVID-19 at work for small medium-sized enterprises: Action checklist and follow up</i> (en japonais)	Amazon.com Services LLC, États-Unis d'Amérique
<i>Organizing on-demand: Representation, voice and collective bargaining in the gig economy</i> (en coréen)	Fédération des syndicats coréens (FKTU), République de Corée
<i>In the face of a pandemic: Ensuring safety and health at work</i> (en coréen)	Agence coréenne de sécurité et de santé au travail (KOSHA), République de Corée
<i>Ergonomic checkpoints in agriculture: Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions in agriculture</i> (en coréen)	Administration du développement rural, République de Corée
<i>In the face of a pandemic: Ensuring safety and health at work</i> (en polonais)	Institut central de protection des travailleurs (CIOP), Pologne
<i>Making the future of work inclusive of people with disabilities</i> (en portugais)	Santa Causa Ltda. Me, Brésil
<i>Financial education for workers in Africa</i> (en swahili)	Bora Kilimo-Biashra CBO, République-Unie de Tanzanie
<i>Fire risk management</i> (en turc)	Centre de formation et de recherche sur le travail et la sécurité sociale, Turquie
<i>Prevention and mitigation of COVID-19 at work for small medium-sized enterprises: Action checklist and follow up</i> (en vietnamien)	Amazon.com Services LLC, États-Unis d'Amérique

Titre	Éditeur/organisme
Coéditions	
Les ouvrages ci-après ont été publiés en collaboration avec des partenaires externes. Ils sont diffusés à la fois via les chaînes de distribution du BIT et via celles de ces partenaires	
<i>Internships, employability and the search for decent work experience</i> (en anglais)	Edward Elgar Publishing Ltd., Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
<i>Enhancing social partners' and social dialogue's roles and capacity in the new world of work</i> (en anglais)	Edward Elgar Publishing Ltd., Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
<i>Extending social protection to rural populations: Perspectives for a common FAO and ILO approach</i> (en anglais)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie
<i>Étendre la protection sociale aux populations rurales: Perspectives pour une approche commune entre la FAO et l'OIT</i> (en français)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie
<i>Extender la protección social a las poblaciones rurales: Perspectivas para un enfoque común de la FAO y la OIT</i> (en espagnol)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie
<i>Transformations in the future of work and their implications on occupational safety and health in forestry</i> (en anglais)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Italie
<i>Report on Cambodia Labour Force Survey 2019</i> (en anglais)	Banque asiatique de développement (Philippines) et Institut national de la statistique du Cambodge (Cambodge)
<i>An assessment of the social protection system in Uzbekistan, based on the core diagnostic instrument (CODI): A joint report by the ILO, UNICEF and the World Bank</i> (en anglais)	Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Ouzbékistan, et Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale États-Unis d'Amérique
<i>An assessment of the social protection system in Uzbekistan, based on the core diagnostic instrument (CODI): A joint report by the ILO, UNICEF and the World Bank</i> (en russe)	Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Ouzbékistan, et Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale États-Unis d'Amérique
<i>Consumer Price Index Manual: Concepts and methods</i> (en anglais)	Fonds monétaire international, États-Unis d'Amérique, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France, Union européenne, Luxembourg, Nations Unies, États-Unis d'Amérique, et Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, États-Unis d'Amérique
<i>ILO-UNESCO-WBG joint survey on Technical and Vocational Education and Training (TVET) and skills development during the time of COVID-19</i> (en anglais)	Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, États-Unis d'Amérique

Titre	Éditeur/organisme
<i>Changing laws, breaking barriers: A reform agenda for women's economic empowerment in Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia</i> (en anglais)	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France, et Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR), Tunisie
<i>Jobs in green and healthy transport: Making the green shift</i> (en anglais)	Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE), États-Unis d'Amérique

31. Le BIT diffuse aussi ses produits du savoir sous licence par l'intermédiaire de plusieurs plateformes numériques de distribution et agrégateurs électroniques.

► Projet de décision

32. Le Conseil d'administration:

- a) prend note des informations contenues dans le document GB.341/INS/13/1 concernant les avis de décès, la composition de l'Organisation, les progrès de la législation internationale du travail, l'administration interne, ainsi que les publications et documents;
- b) rend hommage à la mémoire de Peter Tomek et invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à sa famille ainsi qu'à la Fédération des industries autrichiennes et à l'Organisation internationale des employeurs (OIE);
- c) rend hommage à la mémoire de Kjeld Jakobsen et invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à sa famille ainsi qu'à la Centrale unique des travailleurs du Brésil et à la Confédération syndicale internationale (CSI);
- d) rend hommage à la mémoire de Makhosi C. Vilakati et invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à sa famille ainsi qu'au gouvernement du Royaume d'Eswatini;
- e) rend hommage à la mémoire de Julio Roberto Gomez Esguerra et invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à sa famille ainsi qu'à la Confédération générale du travail de Colombie.